

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **Le débat de congrès du Parti socialiste des 5, 6 et 7 juin commencera-t-il par des mesures disciplinaires ?**

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : mercredi 10 décembre 2014

---

Démocratie & Socialisme

---

Cet article de notre camarade Gérard Filoche est paru dans le [numéro de novembre de la revue Démocratie&Socialisme](#).

Je suis convoqué devant la « Haute Autorité » du Parti socialiste, le 11 décembre à propos de mon tweet, envoyé lors du décès de Christophe de Margerie.

Peu de gens sauront vous expliquer ce qu'est la « Haute autorité » du Parti Socialiste. Sa composition est pourtant en contradiction avec deux principes de base du Parti socialiste. Ses membres ne sont pas élus à la proportionnelle issue des votes des Congrès puisque plusieurs d'entre eux ne sont pas membres du Parti socialiste. Selon la liste actuelle de ses membres, telle qu'elle m'a été communiquée, cette instance n'est pas paritaire puisqu'elle compte six hommes pour trois femmes. Une autre particularité de cette « Haute autorité » est qu'elle permet à des personnes « non membres du Parti socialiste » de décider de sanctionner des membres de ce parti !

Son président, Jean-Pierre Mignard, vient de se prononcer pour une alliance du PS et de l'UMP : « *Un État en faillite, on ne peut pas le redresser tout seul. Étant donné la gravité de la situation, il fallait une forme d'union nationale, comme après la guerre. François Hollande peut encore la réaliser, créer une large coalition, soumettre cela à référendum. Des gens comme François Bayrou, Bruno Le Maire, et même Alain Juppé auraient leur place avec nous.* »

Comment croire à la neutralité du président d'une « Haute autorité » qui n'hésite pas à prendre de telles distances avec le devoir de réserve qui devrait être le sien en exprimant dans les médias des convictions politiques aussi tranchées ?

Comment croire, après de telles déclarations, à l'objectivité d'un procès organisé à l'ouverture du débat de congrès du Parti socialiste, à l'encontre d'un militant qui refuse toute alliance avec la droite et défend une toute autre orientation, celle d'un gouvernement Rose-Rouge-Vert, appuyé sur la majorité de gauche à l'Assemblée nationale ?

Cette « Haute autorité » n'a jamais été « saisie » pour juger du respect de la « Charte d'éthique » du Parti socialiste pour Jérôme Cahuzac ou Jean-Noël Guérini. Qu'ai-je fait, moi, à côté de cela ? En quoi ce qui m'est reproché est-il contraire à la loi de la République ? Est-ce vraiment moi qui ne respecte pas la déclaration de principes du Parti socialiste qui affirme « *La redistribution permanente des ressources et des richesses est nécessaire pour donner une réalité à l'égalité des chances* » ?

Le Premier ministre, le premier Secrétaire du Parti socialiste veulent imposer une ambiance d'ordre moral et de délit de blasphème, de lèse-majesté. Il s'agit de faire savoir que le serf que je suis aurait manqué de respect au seigneur qui dirigeait Total.

**Alors je le redis, je conteste toutes ces procédures et tous ces « motifs ». Je ne suis pas accusé, ni accusable, je ne me défends pas. Je n'ai tenu aucun propos qui soit justiciable. Je n'ai pas de leçons de morale ni de bienséance à recevoir. Il n'y a pas « d'affaire Filoche ». Et s'il y a une affaire, c'est une affaire Total. Une multinationale qui, pendant des années a apporté son appui à la Dictature militaire birmane. Une multinationale qui ne paie aucun impôt sur ses bénéfices en France.**

Il a fallu beaucoup de temps pour que le Président de la République présente ses condoléances à la famille de Rémi Fraisse. Les dirigeants du Parti socialiste, les ministres ont été bien plus rapides, plus mobilisés, plus éloquents pour le grand patron que pour le jeune militant. Pour des raisons éminemment politiques dans les deux cas. Pour appuyer

## **Le débat de congrès du Parti socialiste des 5, 6 et 7 juin commencera-t-il par des mesures disciplinaires**

la politique d'allégeance au patronat du gouvernement de Manuel Valls, dans le premier cas, pour soutenir la politique la politique disproportionnée de « maintien de l'ordre » menée par Manuel Valls et Bernard Cazeneuve, dans le second.

Nul ne fera faire silence ni à d'autres, ni à moi, sur ce qu'est, ce que représente un PDG de Total dans la société française. Nous sommes là au coeur de l'oligarchie dominante. Un PDG qui se paie 300 fois le Smic en une année, extorque forcément cet argent à ceux qui travaillent sous ses ordres, dans sa société. Aucun humain ne peut gagner 300 smic par son travail. Aucun. Pour gagner 300 smic, il faut exploiter violemment le travail des autres. Cela ne peut se faire que par un terrifiant abus, une écrasante surexploitation qui frappe l'humanité entière et que tout socialiste se doit de dénoncer.